

APPEL DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE DU 7 JUILLET 2022

Cette fin d'année universitaire se déroule dans un contexte politique marqué par le désaveu dans les urnes de la majorité sortante, par une dynamique sur la gauche de l'échiquier et la poussée inquiétante de l'extrême droite et de ses idées à un niveau jamais égalé. Alors que la majorité présidentielle ne dispose plus d'une majorité absolue, la Première Ministre ne semble pas prendre la mesure de la situation et n'envisage pas d'infléchir le projet présidentiel : en particulier, la casse du système de retraites, l'accroissement de la précarité, l'appauvrissement de la population et l'affaiblissement des services publics restent à l'ordre du jour.

Ainsi, alors que l'inflation (plus de 5,8% en juin) s'élève à un niveau inégalé depuis 40 ans et que le pouvoir d'achat des ménages est largement mis à mal, le ministre de la fonction publique a annoncé une augmentation du point d'indice de la Fonction publique de 3,5 % à compter du 1er juillet, ce qui ne représente que 1,75% pour 2022, et est loin de compenser les 7% d'inflation annoncés pour 2022. L'année 2022 sera en réalité celle d'une baisse historique du pouvoir d'achat. La situation inédite d'augmentation rapide du coût de la vie, cumulée à la dégradation résultant de 12 années de quasi-gel du point appelle une mesure d'une toute autre ampleur, avec une revalorisation d'urgence immédiate de 10% au moins pour préserver les conditions de vie de tous et toutes les agentes publiques, et un plan pluriannuel de rattrapage des pertes subies. La situation impose une négociation sur l'ensemble des grilles de rémunération et de carrière intégrant de nécessaires mesures pour permettre en particulier d'atteindre l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Elle ne peut s'accommoder des seules mesures indemnitaires mises en œuvre dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Dans ce contexte, les établissements de l'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR) subissent également les conséquences néfastes de la hausse des coûts de l'énergie, notamment. Certains d'entre eux ont d'ores et déjà annoncé devoir faire un choix entre maintenir les emplois ou faire face à la hausse du coût de l'énergie. Se chauffer plutôt que former et recruter des personnels n'est pas un choix acceptable à l'université. Certains établissements ont par ailleurs déjà adopté des budgets rectificatifs en déficit. La situation nécessite d'urgence un collectif budgétaire spécifique pour l'ESR.

De plus, les effectifs augmenteront, cette année encore, à la rentrée avec 33400 étudiants attendus en plus dont 5500 en premier cycle, alors que les moyens sont déjà largement insuffisants. Dans le même temps, le nombre d'enseignants-chercheurs et enseignants titulaires diminue (970 postes entre 2017 et 2021¹), ce qui dégrade le taux d'encadrement des étudiants et fait exploser le nombre d'heures complémentaire², épuisant les collègues et restreignant dangereusement le temps d'échanges et de recherche. Le nombre d'enseignants contractuel·les ne cesse de s'accroître, fragilisant les équipes et introduisant encore davantage de précarité chez les enseignants-chercheurs et les enseignants. 166 000 vacataires sont notamment mobilisés

1- 89 PU en moins, 1011 MCF en moins, 130 enseignant·es de statut de second degré.

2- 5 millions d'heures complémentaires faites par des E ou des EC, contractuel·les ou titulaires, ont été recensées en 2019.

pour faire en sorte que les enseignements soient assurés. De plus, les statuts sont régulièrement attaqués et le paiement des heures “maquettes” remis en cause.

Le SNESUP-FSU rappelle l'urgence d'un plan pluriannuel de recrutement de titulaires, toutes catégories d'agents confondues, sur la base de 6000 emplois par an pendant 10 ans pour que le service public de l'ESR soit accessible à toutes les titulaires du baccalauréat et que les collègues puissent assumer l'ensemble de leurs missions sans que cela ne se fasse au détriment de leur santé et de leurs conditions de travail.

Alors que le nombre d'étudiant·es en licence ne cesse d'augmenter, la baisse régulière du nombre des étudiant·es en master et en doctorat doit également nous alerter concernant le niveau de formation de la jeunesse et l'avenir de la recherche française. Cette situation risque encore de s'aggraver avec la mise en place de la réplique de *Parcoursup* pour les masters : la plateforme *Trouver Mon Master*, loin de créer les places nécessaires, ne fera que gérer les flux et reproduire l'angoisse générée par *Parcoursup*. Le SNESUP rappelle que le droit à la poursuite d'études ne peut être bafoué et que l'articulation entre formation et recherche doit être maintenue.

Le SNESUP-FSU appelle à créer dès maintenant les conditions d'une rentrée sociale et universitaire offensive. Il appelle à calculer dès que possible le jour du dépassement et à organiser dès septembre des heures d'information syndicale dans les établissements pour faire le point sur les conditions de la rentrée, sur la correspondance entre les besoins des composantes et les moyens alloués, sur l'évolution des politiques d'emplois et à élaborer collectivement les revendications à porter. Il appelle ses sections locales à préparer dès la rentrée les élections professionnelles. Il appelle enfin à participer aux mobilisations interprofessionnelles qui seront inscrites à l'agenda notamment sur les questions salariales. ■

Voté à l'unanimité (31 voix POUR)